

Zeitschrift: Revue économique Suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 78 (1998)
Heft: 1: La Suisse 4e investisseur en France : implantations emplois secteurs d'activités

Artikel: Investissements suisses en France : vers la modération
Autor: Deàk, Isabelle
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-889372>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Investissements suisse en France : Vers la modération

Résumé, par la Rédaction
de la Revue, de l'étude d'Invest in
France Agency Suisse, Zurich.

Cette étude a porté sur les
sociétés industrielles ou de servi-
ces à l'industrie dont 20 % du
capital est détenu au moins par
un groupe ayant la Suisse pour
pays d'origine. De même, elle ne
prend en compte que les investis-
sements significatifs,
c'est-à-dire ceux supérieurs à
10 millions FRF et contribuant
à la création d'au moins
10 emplois sur une période de
3 ans. Si la courbe de ces inves-
tisements semble stagnée ces
dernières années, il n'en va
apparemment pas de même pour
la création de très petites
structures qui,
selon certaines sources, semble,
sans qu'il soit possible de la
quantifier, prendre
une certaine importance.

Après une très forte
croissance enregistrée durant la période
1990-1992, les investissements indus-
triels suisses en France se sont stabili-
sés. Sur fond de rachat d'entreprises
existantes - plus que de créations de
sites de production - on assiste en outre à une plus
grande diversification géographique des implanta-
tions suisses. Traditionnellement situés en Alsace,
en Rhône-Alpes et en Ile-de-France, certains investis-
sements ont été réalisés dans la Région PACA ou en
Aquitaine par exemple.

La Suisse, 4^{ème} investisseur étranger en France

Cette légère stagnation des investissements suisses ne modifie cependant en rien le classement général des implantations étrangères en France. La Suisse reste, avec 511 sites industriels et 75.000 emplois, le 4^{ème} investisseur étranger en France, juste derrière les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Entre 1992 et 1997, outre 30 extensions de site, 50 créations d'entreprises et 55 prises de participations ou rachats de sociétés ont été identifiés. Cela représente 105 nouvelles implantations sur un total de 511 ; ce qui signifie que plus de 20 % des investissements industriels suisses en France ont été réalisés ces

cinq dernières années, chiffre d'autant plus significatif que l'attrait de la France pour les grands groupes helvétiques ne date pas d'hier, l'implantation de certains remontant même à la fin du XIX^e siècle.

**Sur les 50 créations
d'entreprises
suisse en France
ces cinq dernières
années, 60 % ont
été réalisées en
région frontalière.**

En termes d'implantation, la proximité avec la maison-mère apparaît toujours comme l'un des principaux critères. Sur les 50 créations d'entreprises suisses en France enregistrées ces cinq dernières années, 60 % ont été réalisées en région limitrophe :

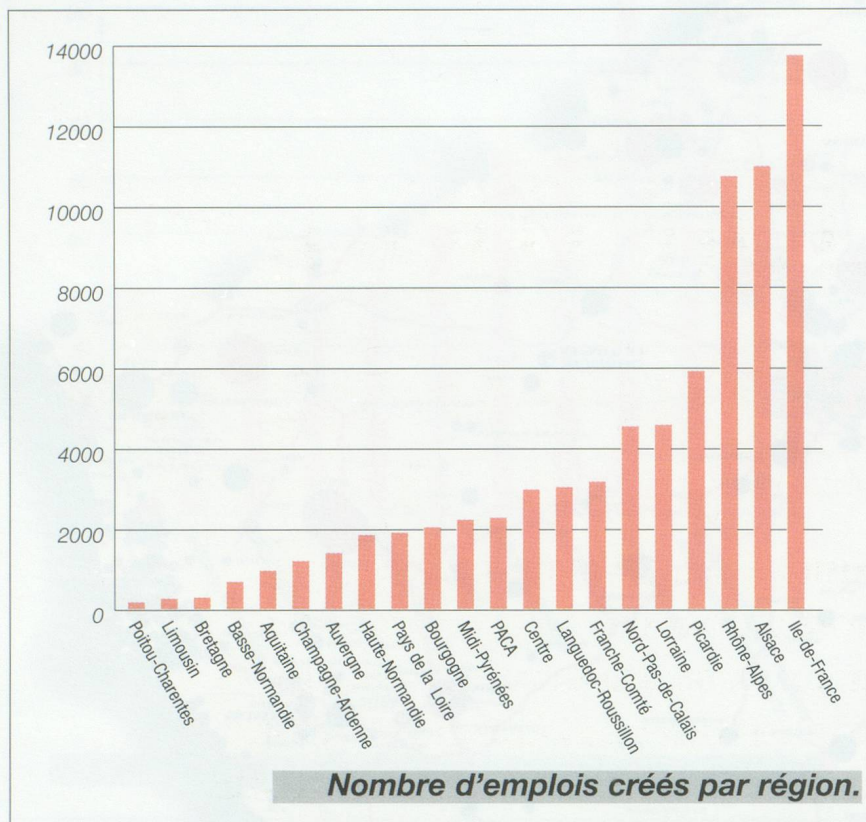
- 19 implantations en Alsace dont 15 dans le seul département du Haut-Rhin ;
- 6 implantations en Rhône-Alpes et
- 5 en Franche-Comté, dont 4 dans le Doubs, département le plus proche de la Suisse.

Il existe ainsi une sorte de barrière temporelle que les industriels suisses se refusent à franchir : celle des deux heures de trajet entre la société-mère et la société filiale. A l'intérieur de cette zone, les dirigeants suisses conservent la possibilité de se rendre rapidement sur les lieux d'exercice de leur pouvoir économique lorsque le besoin s'en fait sentir. Ce souci de



**Isabelle
Deak**

Revue
économique
Suisse en
France



notamment de l'évolution de la législation française.

On peut donc dire, en conclusion, qu'en matière d'investissements suisses en France, il y a plus d'expansion que de diversification de l'activité. La moitié des investissements sont réalisés dans les traditionnels pôles d'excellence de l'industrie suisse. Ils reflètent de même la structure de l'industrie suisse où se côtoient quelques grands groupes multinationaux et, majoritairement, un grand nombre d'entreprises de moins de 200 salariés. +

Source : « L'investissement industriel suisse en France », octobre 1997. Etude réalisée par Invest in France Agency Suisse. Zeltweg 48, CH-8032 Zurich. Tél. 0041 1/261 45 00. E-mail : ifa@schweiz@access.ch

les moyens de financer une R+D de plus en plus coûteuse. Citons comme exemple le rachat des Laboratoires Henri Faure intégrés à la division ophtalmologie de Ciba Vision (aujourd'hui appartenant au groupe Novartis) et celui, par la Société Jago Pharma AG (Muttentz), d'une société française implantée dans l'Ain et spécialisée dans la fabrication de molécules à libération programmée. L'augmentation des acquisitions suisses est également assez nette dans le secteur agro-alimentaire français, à une moindre échelle dans ceux de la haute-technologie (rachat d'HPF par le groupe suisse ASCOM, par ex.), de l'emballage et du traitement des métaux et, enfin, des machines d'équipement (le groupe suisse Bucher a ainsi renforcé sa présence dans le domaine des machines agricoles en rachetant, respectivement en 1993 et 1996, les sociétés Audureau et Nodet).

Le développement des biotechnologies a également une nette influence sur les investissements suisses en France. A l'interface de deux secteurs de pointe (la chimie-pharmacie et l'agro-alimentaire) on assiste depuis quelque temps tant à des créations que des extensions de sites ainsi qu'à des rachats de laboratoires. Le secteur de l'environnement a également le vent en poupe en raison

Forte augmentation des investissements étrangers en France en 1997

Lors d'une conférence de presse donnée en février dernier par le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1997 a été une année record en matière de décisions d'investissements étrangers. 24.212 emplois ont ainsi été créés, soit une progression de 6 % par rapport à 1996. 362 projets ont vu le jour avec, en tête, l'Allemagne (70 projets ; 4.328 emplois), suivie par les Etats-Unis (59 projets ; 4.055 emplois). La Suisse arrive au 8^e rang avec 30 projets représentant 1.122 emplois. En termes de secteurs d'investissement, l'automobile arrive en tête (18 % des emplois créés) ; vient ensuite celui de l'électronique/télécommunications/informatique avec 16 % des emplois créés. La décision de la firme japonaise Toyota Motor Corporation d'implanter son site de production européen dans le Nord/Pas de Calais permet à cette région de décrocher la palme

d'or (55 projets d'installation ; 5.076 emplois créés). Notons d'ailleurs que la présence suisse dans le Nord de la France n'est pas négligeable puisque cette région accueille des entre-

En tête, l'Allemagne, suivie par les Etats-Unis. La Suisse arrive au 8^e rang (30 projets, 1.122 emplois).

prises importantes telles Danzas, Nestlé, Sika, ABB, Alusuisse, Holderbank...

Le reste du classement est sans surprise. En deuxième position se trouve l'Ile-de-France (26 projets ; 2.346 emplois), suivie de près par l'Alsace (34 projets ; 2.059 emplois) et par Rhône-Alpes (33 projets ; 1.911 emplois).

Lors de cette conférence de presse, Jean-Louis Guigou, Délégué à l'Aménagement

du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR) relevait d'ailleurs que « COMME TOUJOURS, CE SONT LES RÉGIONS À L'EST DE LA LIGNE LILLE-PARIS-LYON-MARSEILLE - LPLM - QUI SONT LES PRINCIPALES BÉNÉFICIAIRES DE CES INVESTISSEMENTS SURTOUT EUROPÉENS. »

En vue de renforcer l'action des différents organismes français œuvrant à l'implantation d'entreprises étrangères en France, Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a annoncé la création d'une agence nationale qui « permettra de renforcer et de mieux regrouper les moyens de l'Etat, des collectivités et des entreprises consacrés à la prospection des investisseurs étrangers. » **Dossier de presse disponible auprès de la Rédaction de la Revue. Tél. 0033 1 48 01 05 51**